

STAFF UNION BULLETIN
BULLETIN DU SYNDICAT
BOLETIN DEL SINDICATO



24 novembre 2004

Pourquoi se battre contre la Commission de la fonction publique internationale?

La Commission de la fonction publique internationale - CFPI – a été créée pour gérer l'ensemble des conditions d'emploi et de service au sein de ce qu'il est convenu d'appeler le « système commun » dont fait partie l'OIT. Cette commission est sous la supervision de l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle décide des principes régissant nos calculs de salaires ainsi que de nombreuses prestations faisant partie des avantages des fonctionnaires. Mais les syndicats et associations du personnel n'ont qu'un rôle consultatif dans les prises de décisions touchant leurs conditions d'emploi.

Ces dernières années, l'Assemblée générale a demandé à la CFPI une réforme de la structure financière du système commun. Cette réforme vise à réduire les coûts de la fonction publique internationale. Elle implique la modification des différentes composantes des conditions d'emploi des fonctionnaires et, au vu de la manière dont elle est conduite, pourrait avoir pour conséquence la fin, à court terme, du service public international comme une composante clef du fonctionnement du monde contemporain.

En fait cette tendance n'est pas nouvelle. Dans les années 80, les fonctionnaires se sont mobilisés en masse pour lutter contre la dégradation du revenu considéré aux fins du calcul de la pension. Ces manifestations avaient considérablement limité la virulence des attaques de la CFPI. La déréglementation instaurée à cette époque a notamment provoqué au BIT des journées de grève pour la défense des droits acquis qui avaient résulté en la création du Fonds d'Épargne Volontaire, mécanisme de compensation interne à l'organisation d'une partie des pertes qu'aurait pu occasionner cette déréglementation.

Quels sont les derniers thèmes en cours de discussion au sein de la CFPI?

Nous avons constaté avec inquiétude que cette Commission se fait de plus en plus envahissante car la pression exercée par les états membres de l'ONU s'accroît suivant la tendance mondiale à la libéralisation des services publics. L'été 2004 a vu notre mobilisation pour réduire les impacts possibles d'une autre remise en question de la rémunération pensionnable. Ces pétitions ont eu le succès escompté et nos représentants ont réussi à modifier

l'agenda des discussions futures. La CFPI tente de faire passer dans les organisations, y compris le BIT, des pratiques dites «modernes» fondées sur la déréglementation, la flexibilisation des contrats de travail et donc à terme prévisible le démantèlement du service public international. C'est aussi cela, la «Mondialisation».

Pourquoi sommes-nous opposés à cette approche?

Le problème de fond est que ce changement présenté comme inéluctable va à l'encontre du mandat de l'ONU tel qu'il existe aujourd'hui. L'ONU est à ce jour la seule instance internationale ayant un mandat précis de lutte contre la pauvreté, contre les conflits, etc... Toutes les décisions prises en son sein sont obligatoires pour les nations qui les ratifient. Tout cela nécessite un corps de fonctionnaires internationaux indépendants et compétents, disposant d'un environnement et de conditions de travail compétitives. Ces dernières années, nous nous sommes mobilisés à plusieurs reprises contre l'érosion constante de nos conditions de travail. Nous n'avons pas toujours réussi.

En fait ce qui nous est proposé par la CFPI est une nouvelle vision du monde et de ses contradictions. La CFPI a pour but de mettre l'ONU en concurrence avec d'autres institutions. Mais la lutte contre la misère et la pauvreté ne peut pas s'inscrire sur le marché des biens et services, cher à l'OMC. De fait, les conditions de travail dans la fonction publique doivent tenir compte du lien étroit entre les valeurs qui sont défendues et la vocation des fonctionnaires. Par exemple, comment peut imaginer qu'on puisse mesurer en termes de compétitivité, l'engagement un instituteur d'un service public national qui s'implique pour mettre à la disposition de tous les enfants un certain savoir indépendamment de leur origine socioculturelle, ou un fonctionnaire international qui a à cœur la lutte contre les injustices sociales où qu'elles soient?

La vision de la CFPI ferait place à *un marché de la paix et de la sécurité*, sur lequel seraient mis en concurrence tous les acteurs sans distinction: que le plus rentable gagne!

De quoi s'agit-il pour notre Organisation?

Pour notre Organisation, la fin du système contractuel actuel au profit de la généralisation des contrats de sous-traitance pourrait, par exemple, résulter en l'engagement de cabinets d'avocats privés genevois ou londoniens pour satisfaire aux obligations constitutionnelles de l'OIT, et l'abandon de toute ambition de lier nos activités de conseil auprès des mandants avec la promotion des valeurs et principes de l'OIT. Cette pratique de consultants et de sous-traitants déjà en vigueur pour certains besoins de l'organisation aurait pour conséquence une perte d'indépendance et de qualité du service fourni aux états membres, donc de cohérence de l'institution.

Fin de l'indépendance des fonctionnaires = Fin du service public

Compte tenu des enjeux, ne nous attendons pas à ce que cette idéologie soit soumise à discussion par le système commun, tout au moins pas avant que l'ONU ne soit débarrassée de

son épine dorsale: son propre corps de fonctionnaires. Si nous ne résistons pas à cette démarche, la modification se passera tranquillement et cette tendance continuera, affirmant sa virulence.

Face à cette nocivité, il est impératif de faire entendre notre voix. Il nous faut montrer notre motivation et défendre les idéaux pour lesquels nous nous battons tous les jours. Nous devons nous mobiliser au travers de nos syndicats ou associations de personnel pour affirmer notre détermination devant nos administrations respectives – et exiger de ceux qui prétendent à nous représenter auprès des instances du système commun qu'ils cessent de jouer la politique de l'autruche. Baisser la tête n'apaise pas la tempête!
